

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 9 au 15 avril 2018

édito :

**révision constitutionnelle
plus d'autoritarisme, moins de pluralisme**

articles :

**GAGNER LA BATAILLE DU RAIL
c'est possible**

**MOBILISATION ETUDIANTE
maintenant, il faut gagner**

**BRESIL
Forum social mondial**

Révision constitutionnelle

Plus d'autoritarisme, moins de pluralisme

Cheminots, étudiants, salariés, le pays est mobilisé pour la défense des services publics, la relance du pouvoir d'achat, la réduction des inégalités, et s'inquiète de l'autoritarisme du pouvoir qui gouverne par ordonnances et par oukase décrété à l'Élysée. Comme par provocation, c'est pourtant le moment que choisit le Premier ministre pour annoncer une révision constitutionnelle qui, au-delà des mots, est, sans aucun doute plus antidémocratique depuis la naissance de la V^e République. Cette révision n'a qu'une logique : renforcer toujours davantage la concentration des pouvoirs autour du seul président et de l'exécutif, réduire les droits du Parlement et le pluralisme politique, éloigner encore les représentants élus des citoyens.

Cette révision n'a qu'un objectif : avoir les mains les plus libres possibles pour servir les intérêts des actionnaires et des milieux financiers ! La réduction de 30% du nombre de parlementaires, au moment où sont déjà diminués les moyens et le nombre d'élus dans les communes, éloignera encore plus le contrôle des citoyens sur le pouvoir législatif. Réduire ainsi d'un tiers le nombre de députés aboutirait à un député pour 171 500 habitants. Cela n'a pas d'équivalent au sein des démocraties européennes ! Tout cela au profit d'une « technocrature » galopante au seul service de l'Élysée. Cette réduction du nombre de parlementaires annonce en fait, au nom d'une prétendue efficacité nouvelle de la procédure législative, un recul sans précédent des pouvoirs du Parlement : limitation du droit d'amendement, renforcement de la priorité donnée aux textes gouvernementaux, discussion de certaines lois en commission et non plus en séance publique, réduction de la durée d'examen du budget. L'objectif est de faire taire les élus progressistes, en les empêchant d'accompagner les luttes et de porter jusqu'au Parlement les revendications populaires. Ce n'est pas une dose de 15% de proportionnelle dans un Parlement rabougri qui permettra de sauvegarder le pluralisme politique, constitutif de notre pays et de réconcilier les citoyens avec la politique. Et, comme si cela ne suffisait pas, le Premier ministre annonce la division par deux du CESE et la mise en cause des lois communes de la République par l'extension d'un pouvoir d'adaptation réglementaire donné aux collectivités locales et à la Corse.

La suppression de la Cour de justice de la République, la sortie des anciens présidents de la République du Conseil Constitutionnel et l'inscription de la lutte contre le réchauffement climatique dans la Constitution, déjà contredite par la réforme anti-écologique du ferroviaire, n'équilibrent en rien le contenu globalement inquiétant de ce projet pour la démocratie. Une telle réforme ne peut se faire en catimini. Une toute autre ambition démocratique est urgente pour le pays. Le pays a besoin d'une nouvelle Constitution mais certainement pas celle-là. Le PCF exige un véritable débat public, où la parole soit donnée aux citoyens et aux projets alternatifs comme celui que nous portons avec la VI^e République.

Le débat parlementaire doit s'organiser ensuite en respectant les différents projets mis sur la table. A l'issue de ce débat parlementaire, nous exigeons une consultation populaire par référendum en 2019 pour que la démocratie retrouve ses droits !

Pierre Laurent

GAGNER LA BATAILLE DU RAIL

c'est possible

Les cheminots ont mille fois raison de mener leur lutte, qui gagne en intensité et en soutien. Et bien entendu cette bataille du rail, les communistes doivent tout faire pour les aider à la gagner.

La réforme proposée par le gouvernement n'est rien d'autre qu'une casse programmée du service public à l'échelle de celle engagée au Royaume-Uni, la fermeture programmée de milliers de kilomètres de lignes, un non-sens écologique et social.

La casse du statut, la mise en concurrence, la privatisation que propose le gouvernement ne résoudraient rien, au contraire. Le problème de la SNCF, c'est sa dette, de 53 milliards d'euros, que l'État lui a fait porter en n'assumant pas le coût de la construction des lignes TGV. Elle impose des frais financiers d'1,6 milliards d'euros par an, et entraîne la SNCF dans une spirale négative à arrêter d'urgence. C'est possible.

Quand les transports d'Île-de-France ont été décentralisés en 2006, les communistes ont fait le même constat d'un manque criant de moyens. Nous avons dit, très seuls, qu'il fallait de nouvelles ressources, plusieurs milliards par an et porté des solutions concrètes (hausse du versement transport des entreprises, de la taxe locale sur les bureaux, contribution des parkings de bureaux et d'hypermarchés).

Aujourd'hui, 12 ans après, tout n'est pas parfait, mais des avancées ont été gagnées : tarification sociale pour 1 million de personnes, Pass Navigo unique, programme d'investissement de plus de 40

milliards. Cela n'est pas arrivé par hasard, mais grâce aux 2 milliards de recettes annuelles gagnés. Hausse du versement transport, taxation des bureaux, des parkings d'hypermarchés : les gouvernements Fillon en 2010, Ayrault en 2013, Valls en 2014 et 2016 ont été obligés de mettre en œuvre des propositions du PCF. Le gouvernement Philippe a aussi augmenté le versement transport fin 2017, et sous la pression des élus, vient d'accepter de nouvelles recettes à voter fin 2018 pour le Grand Paris Express.

Nous avons gagné 2 milliards par an pour l'Île-de-France, nous pouvons gagner les 5 milliards nécessaires pour le développement de la SNCF et du rail dans l'ensemble du pays. Assez pour éponger la dette, pour baisser les tarifs des usagers, relancer les investissements et le fret.

Les communistes proposent de créer un versement transport régional (800 millions par an), d'augmenter et étendre à toute la France la taxe locale sur les bureaux (2 milliards par an), celle sur les parkings d'hypermarchés (2 milliards par an), de créer une éco-taxe poids lourd régionale (1 milliard par an) et un livret d'épargne transport, avec des amendements déposés par les députés communistes à l'Assemblée.

Ces propositions ont été reprises dans des rapports officiels. Le rapport de forces créé par les cheminots, le très large soutien dont ils bénéficient et qui doit encore s'amplifier doit permettre de les imposer.

C'est indispensable pour des transports durables dans notre pays et pour un aménagement du territoire qui ne délaisse pas les zones rurales et les villes moyennes ■

MOBILISATION ETUDIANTE

maintenant il faut gagner

Alors que depuis l'élection de Macron les tentatives de lancement d'un mouvement social avaient toutes échouées, a forte présence étudiante dans les manifestations du 22 mars, puis les dizaines de facs mobilisées dans la foulée constituent une très bonne nouvelle.

Par milliers dans les Assemblées générales, les étudiant.e.s mettent en avant des revendications simples et claires : pour le retrait de la loi ORE (instituant la sélection), pour le réinvestissement public dans l'enseignement supérieur, et bien sûr pour les libertés démocratiques à l'université. L'attaque fasciste perpétrée à Montpellier par une bande armée n'a pas réussi à décourager les étudiant.e.s. Au contraire, elle a poussé nombre d'entre elles et eux à s'engager dans un large mouvement progressiste et démocratique.

A présent, pour l'UEC, l'urgence est de leur apporter des perspectives de victoire. Car en politique contrairement à la célèbre maxime sportive, l'important n'est pas de participer, mais de gagner. La mobilisation est encore fragile, pour la consolider il faut prouver son utilité par la pratique et cela très rapidement, avant la fin de l'année. Pour mettre en œuvre une stratégie de victoire, trois conditions *sine qua non* sont à remplir.

Massifier les manifestations, autour d'un petit nombre de revendications claires. Pour cela, sans surprise, il faut permettre la participation du plus grand nombre d'étudiant.e.s. Les débats fumeux, lunaires ou hors-sujet en AG interdisent à beaucoup d'entre nous l'accès aux espaces de mobilisation : ils sont à proscrire. L'enjeu n'est pas d'organiser un mode de vie parallèle et saisonnier dans une poignée de facultés, mais bien de faire de la politique, et donc de satisfaire les revendications

étudiantes, en descendant à plusieurs centaines de milliers dans les rues.

Se ranger derrière les cheminot.e.s et les autres travailleur.se.s en lutte. Comme nous l'ont enseigné deux siècles de mouvement ouvrier, face aux capitalistes et à leur gouvernement, c'est avant tout le rapport de forces sur le plan économique qui importe. En cessant le travail, les producteurs et productrices de richesses assèchent les profits à la source. La satisfaction des revendications des étudiant.e.s est donc en grande partie subordonnée aux luttes en expansion dans le monde du travail. L'oublier, c'est se tirer une balle dans le pied, mais aussi parasiter le combat salutaire des cheminot.e.s. Faire converger les luttes, c'est bien. Les articuler et les hiérarchiser, c'est mieux, et c'est urgent.

Mener réellement et jusqu'au bout la bataille pour la réussite étudiante. Alors que les révisions et examens approchent, la tentation existe d'opposer poursuite de nos études et mobilisation. Pour les étudiant.e.s communistes, il s'agit d'un faux débat : mener une vraie et grande mobilisation suppose d'entraîner une majorité de nos camarades de promo, qui pour une écrasante majorité ne peuvent se permettre de repousser d'un an leur projet de vie. Réussir la mobilisation et réussir nos examens : ces deux objectifs vont donc de pair !

Dans les conditions présentes, la victoire est encore à notre portée, pour peu que nous nous mettions à la hauteur de la situation. Nous avons participé à la mobilisation du 10 avril, à l'appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur, et appelons désormais l'ensemble des étudiant.e.s à se préparer pour le jeudi 19 avril, journée d'action nationale interprofessionnelle. D'ici là, dans chaque AG, sur chaque campus, nous travaillerons sans relâche au seul objectif qui compte aux yeux des communistes : convaincre ■

BRÉSIL

Forum social mondial

Le FSM 2018 a d'abord été marqué par le combat qui se mène en Amérique Latine, avec un déchaînement des forces capitalistes, des gouvernements étatsuniens et européens, a férocité du coup d'État institutionnel que subit le pays jour après jour.

On mesure l'ampleur du délitement des bases démocratiques et des fondations sociales du Brésil tandis qu'on assiste à une militarisation croissante de l'espace public sous prétexte de sécurité. La répression et le meurtre sont devenus des instruments de la régulation sociale dans un Brésil miné par la misère (plus 3 millions de pauvres en 2 ans)

Il a ensuite montré l'évolution des mouvements sociaux. Le groupe Gauche unie européenne a participé à la discussion et à des motions autour de l'urgence de renforcer le mouvement anti MEFTA (traité de libre-échange entre UE et pays Amérique Latine) en travaillant l'unité du mouvement paysan face aux grandes entreprises

agricoles transnationales ; celle pour imposer les questions de l'eau et la sécurité alimentaire sous maîtrise publique car universelles et porteuses au même niveau des exigences d'appropriation sociale, d'écologie et de gestion démocratique et plus globalement l'urgence de prendre en compte l'urgence des enjeux de décarbonification mais également les équilibres territoriaux et des mouvements humains.

Il est important de souligner la force des femmes, omniprésentes dans ce FSM 2018 et au cœur de la relance du combat social. L'assassinat de Marielle Franco, élue de Rio et militante des droits, a eu l'effet d'une déflagration à Salvador et généré une colère et un émoi populaire qui montre combien le combat féministe est devenue une clé de celui pour l'émancipation.

Il est également important de dire la place qu'a pris la solidarité aux migrants qui donnera lieu à un FSM migrants à Mexico du 2 au 4 novembre prochain.

À l'ordre du jour? Globaliser la lutte, globaliser l'espoir, retrouver les chemins de l'unité ■